



Madame l'inspectrice d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Dans un premier temps, nous souhaitons revenir sur les conditions dans lesquelles nous tenons cette instance. Nous vous avons déjà fait part de la nécessité de la tenir en présentiel, ne serait-ce que pour la qualité des échanges. A notre demande, Mme Grizon nous a répondu (je cite) que « les consignes sanitaires et le nombre de personnes conviées ne permettent pas de changer les modalités de réunion ». Devons-nous établir un parallèle avec les collègues qui sont en classe avec 25 enfants non masqués en maternelle, ou des conseils d'écoles qui se réunissent actuellement avec, pour certains, plus de 30 personnes présentes ? Nous ne comprenons pas ce différentiel qui existe encore une fois entre la réalité des écoles et celle de l'administration, qui ne permet même pas à une réunion de 15 personnes de se tenir en présentiel...

Ceci étant dit, revenons sur ce qui nous rassemble aujourd'hui : la carte scolaire. Nous avons tenu le 17 janvier dernier le Groupe de Travail avec, comme nous l'avions stipulé alors, des documents qui nous étaient parvenus bien tardivement. Depuis, nous avons eu le temps de nous pencher sur chacune des situations proposées. Toutefois, dans les documents de travail qui nous ont été proposés vendredi dernier, nous avons eu des « surprises » : deux primarisations et une fusion. Une nouvelle fois, vous avez en premier lieu totalement ignoré les personnels concernés dans ce processus, mais par voie de conséquence également les représentants de personnels que nous sommes. Nous reviendrons bien sûr dessus au cours des discussions de ce CT, mais, comme à notre habitude, nous décrivons des opérations faites « à la va vite », des annonces tardives aux équipes d'école sans aucune concertation préalable... Les ressentis des équipes enseignantes qui subissent ces mesures sont toujours les mêmes, année après année : cette sensation de n'être que des « pions » au sein de cette grande maison est devenue intolérable. Nous n'avons de cesse, que ce soit au cours des opérations de mouvement, ou des opérations de carte scolaire, de vous parler de bienveillance. Ce que chaque Professeur des Ecoles applique dans sa classe au quotidien, vous ne l'appliquez pas avec les collègues concerné.e.s par des mesures de carte.

Ces annonces tardives d'une possible fermeture - voire pas d'annonces du tout (des collègues qui l'apprennent par notre appel)- pour une profession largement mise à mal depuis trop longtemps, sont intolérables.

De plus, si nous avons pu établir des dialogues de qualité avec certains IEN, il n'en est pas de même pour tous, ce qui est très regrettable. Notre volonté de communiquer avec chacun des échelons engagés dans ces dossiers s'en trouve altérée, et par là même, le dialogue social aussi.

Enfin, nous ne parvenons pas à établir de constante d'une année sur l'autre, voire d'une école à l'autre : certains procédés nous paraissent obscurs, notamment dans les écoles où les effectifs sont sensiblement les mêmes. Nous nous interrogeons sur les critères que retiennent les IEN pour pointer telle ou telle école.

Comme d'habitude, pendant que vous parlez statistiques et chiffres, nous parlons humain...

Restons engagé.e.s pour l'Ecole Publique !

*Pour l'UNSA -Education,  
Anabel ROY*